



Conseil de sécurité

Distr. générale
24 janvier 2006
Français
Original: anglais

Lettre datée du 20 janvier 2006, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Autriche auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur la déclaration concernant les graves incidents en Côte d'Ivoire, publiée le 19 janvier 2006 par la présidence au nom de l'Union européenne (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent de l'Autriche
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Gerhard **Pfanzelter**



**Annexe à la lettre datée du 20 janvier 2006, adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de l'Autriche auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : anglais, français et espagnol]

**Déclaration sur les graves incidents en Côte d'Ivoire,
publiée le 19 janvier 2006 par la présidence au nom
de l'Union européenne**

L'Union européenne condamne fermement les actes de violence orchestrés qui ont lieu en Côte d'Ivoire, notamment à Abidjan, depuis lundi 16 janvier, ainsi que les attaques contre le contingent de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI). Ces actes constituent de graves entraves au processus de paix.

L'Union européenne fait appel à tous les acteurs politiques pour que cessent immédiatement ces actes inacceptables, et demande à ce que toutes les mesures nécessaires soient prises afin d'assurer la sécurité de la présence internationale et diplomatique.

L'Union européenne, qui est membre du Groupe de travail international, réitère son plein soutien au Premier Ministre, M. Konan Banny, afin de mener à bien le processus de transition initié par l'Union africaine et conformément à la résolution 1633 (2005) du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, qui s'impose à toutes les parties ivoiriennes. Ce processus a comme but fondamental la tenue d'élections incontestables en Côte d'Ivoire avant le 31 octobre 2006.

La Bulgarie et la Roumanie, pays en voie d'adhésion, la Croatie*, l'ancienne République yougoslave de Macédoine* et la Turquie, pays candidats, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine et la Serbie-et-Monténégro, pays du processus de stabilisation et d'association et candidats potentiels, l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège, pays de l'Association européenne de libre-échange membres de l'Espace économique européen, ainsi que l'Ukraine et la République de Moldova se rallient à la présente déclaration.

* La Croatie et l'ancienne République yougoslave de Macédoine continuent à participer au processus de stabilisation et d'association.